

# LE COÛT DE LA VIRILITÉ

GENDER & STATISTIC  
LUCILE PEYTAVIN

[WWW.LUCILEPEYTAVIN.COM](http://WWW.LUCILEPEYTAVIN.COM)

[GENREETSTATISTIQUES@GMAIL.COM](mailto:GENREETSTATISTIQUES@GMAIL.COM)



EN FINIR AVEC LA VIRILITÉ  
ET LA VIOLENCE QU'ELLE  
ENGENDRE:  
**17,6 MILLIARDS D'EUROS,**  
C'EST CE QUE COÛTERA  
L'INACTION DES  
POUVOIRS PUBLICS EN 2024



Le coût de la virilité dans les politiques  
publiques de sécurité (Intérieur et Justice)

# LE COÛT DE LA VIRILITÉ, C'EST CE QUE LA FRANCE ÉCONOMISERAIT SI LES HOMMES SE COMPOR TAIENT COMME LES FEMMES.

Alors que les débats parlementaires sur le budget 2024 débiteront cet après-midi en séance publique à l'Assemblée nationale, l'association Gender and statistics publie [une analyse du coût de la virilité dans le budget pour 2024](#).

Si la lutte contre les violences est une préoccupation politique de premier plan, la première cause de la délinquance et de la criminalité n'est jamais prise en compte : la virilité.

La violence a augmenté en 2022 dans toutes les catégories d'infractions à l'exception des vols sans armes : +8% pour les homicides, +15% pour les coups et blessures volontaires, +11% pour les violences sexuelles[1] ... La liste est longue.

Les mis en cause ? [Des hommes, dans 85% des cas.](#)

|                                                                | AUGMENTATION PAR RAPPORT À 2021 (EN %) | PART DES HOMMES PARMIS MIS EN CAUSE (EN %) |
|----------------------------------------------------------------|----------------------------------------|--------------------------------------------|
| HOMICIDES                                                      | <b>+ 8%</b>                            | <b>87%</b>                                 |
| COUPS ET BLESSURES VOLONTAIRES SUR PERSONNES DE 15 ANS OU PLUS | <b>+15%</b>                            | <b>85%</b>                                 |
| VIOLENCES SEXUELLES                                            | <b>+11%</b>                            | <b>97%</b>                                 |
| ESCROQUERIES                                                   | <b>+8%</b>                             | <b>69%</b>                                 |

Pourtant, aucune étude officielle produite par les services statistiques de l'Etat n'analyse cette question de société sous le prisme du taux de responsabilité des hommes et des femmes et ne permet ainsi d'identifier l'origine du problème.

[1] SSMSI, Insécurité et délinquance en 2022 : bilan statistiques, juillet 2023

# IDENTIFIER LE PROFIL DES AUTEURS DE COMPORTEMENTS ASOCIAUX

La surreprésentation des hommes comme principaux auteurs des comportements asociaux n'est quasiment jamais questionnée par les services de l'Etat et notre société. L'âge des auteurs est le critère principal mis en avant dans les bilans statistiques de la délinquance et la criminalité publiés par les services du ministère de l'Intérieur chaque année au détriment du genre.

Il y a pourtant un gouffre statistique entre les hommes et les femmes sur cette question quels que soient la tranche d'âge, le niveau d'étude, le milieu social, etc.

Il est donc légitime de s'interroger sur l'efficacité des politiques publiques au service de la sécurité intérieure avec un tel manque dans l'identification des responsables de délinquance et de criminalité.

## CIBLER L'ORIGINE DE L'INSÉCURITÉ : POINT AVEUGLE DES POLITIQUES PUBLIQUES

L'éducation, entendue comme la socialisation, c'est-à-dire la transmission de l'ensemble des valeurs et des normes permettant de vivre en société, n'est jamais identifiée par les services de l'Etat comme source des comportements asociaux.

Les travaux servant de base d'analyse au ministère de la Justice étudient le phénomène sous l'angle des catégories sociales telles que "l'adolescence", "l'entrée dans l'âge adulte" croisées avec des données épidémiologiques ou relatives au milieu social.

Pourtant le fait que les deux sexes soient représentés dans les mêmes proportions dans ses catégories d'analyses - rappelant que **LES FEMMES REPRÉSENTENT 51,6% DE LA POPULATION** -, mais que les femmes ne représentent que **17% DES MIS EN CAUSE PAR LA JUSTICE**, n'est pas questionné.

Or les études scientifiques font consensus sur l'origine culturelle et éducative des comportements asociaux des hommes - et non sur des causes biologiques.

Par conséquent, plutôt que de lutter contre l'origine de l'insécurité, les pouvoirs publics investissent massivement dans les services de l'ordre public et la justice.

La réponse des pouvoirs publics face à la hausse des violences ? 1 milliard d'euros supplémentaires alloués au budget des ministères de l'Intérieur et de la Justice.

## L'INVESTISSEMENT MASSIF DES POUVOIRS PUBLICS DANS LES SERVICES D'ORDRE ET LA JUSTICE POUR RÉPONDRE À LA VIOLENCE



En 2024, le budget alloué aux forces de l'ordre pour prendre en charge les comportements asociaux des hommes s'élève à 10,9 milliards d'euros sur les 16,5 milliards.

En 2024, le budget alloué à la justice pour prendre en charge les comportements virils s'élève à 6,7 milliards d'euros sur les 10 milliards.

CE SONT AINSI 17,6 MILLIARDS D'EUROS QUI AURAIENT PU ÊTRE ÉCONOMISÉS SI LES HOMMES SE COMPORITAIENT COMME LES FEMMES.

|                                                                                                | BUDGET 2024 (EN MILLIARD D'EUROS) | PART DES HOMMES PARMIS LES MIS EN CAUSE (EN %) | COÛT DE LA VIRILITÉ (EN MILLIARDS D'EUROS) | PART DU BUDGET TOTAL DÉPENSÉ POUR PRENDRE EN CHARGE LES COMPORTEMENTS VIRILS (EN %) |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|------------------------------------------------|--------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|
| FORCES DE L'ORDRE (SÉCURITÉ INTERIEUR)<br>DONT:<br>-Police<br>-Gendarmerie<br>-Sécurité civile | <b>16,5</b>                       | <b>83</b>                                      | <b>10,9</b>                                | <b>66,1</b>                                                                         |
| JUSTICE DONT:<br>-Administration pénitentiaire<br>-Justice judiciaire                          | <b>10,1</b>                       | <b>83</b>                                      | <b>6,7</b>                                 | <b>66,3</b>                                                                         |
| TOTAL                                                                                          | <b>26,6</b>                       | <b>83</b>                                      | <b>17,6</b>                                | <b>66,2</b>                                                                         |

# NOTRE PROPOSITION : INVESTIR MASSIVEMENT DANS L'ÉDUCATION AUX STÉRÉOTYPES DE GENRE

La loi impose depuis 2001 qu'“une information et une éducation à la sexualité sont dispensées dans les écoles, les collèges et les lycées à raison d'au moins trois séances annuelles.”

D'après un rapport de l'Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche (IGESR) rendu public en septembre 2022, moins de 15% des élèves bénéficient des trois séances d'éducation à la vie affective et sexuelle pendant l'année scolaire en école et au lycée (respectivement moins de 20% en collège).”

Ces cours devraient être l'occasion pour les garçons de travailler sur les mécanismes éducatifs construisant la virilité et ses conséquences, permettant ainsi d'agir sur la prévention de tous les types de violence : harcèlement, violences sexuelles, physiques et psychologiques, etc.

L'absence de mise en œuvre de cette loi tient davantage à un manque de volonté politique qu'à un manque de moyens.

**GENDER AND STATISTICS A FAIT LE CALCUL : L'ÉTAT DÉPENSERAIT AUJOURD'HUI ENTRE 8,2 ET 24,9 MILLIONS D'EUROS PAR AN.**

**POUR ASSURER UNE MISE EN ŒUVRE EFFECTIVE DE LA LOI, L'ÉTAT DEVRAIT DÉPENSER 152,7 MILLIONS D'EUROS PAR AN, SOIT 6 À 18 FOIS PLUS. C'EST 115 FOIS MOINS QUE CE QUE COÛTENT AUJOURD'HUI À L'ÉTAT LES COMPORTEMENTS VIOLENTS LIÉS À LA VIRILITÉ (POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE JUSTICE UNIQUEMENT).**

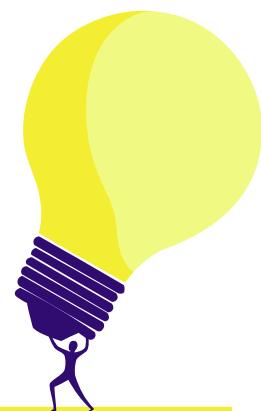
|                                  | ÉCOLE ÉLEMENTAIRE | COLLÈGE        | LYCÉE        |
|----------------------------------|-------------------|----------------|--------------|
| NOMBRE D'ÉLÈVES MOYEN PAR CLASSE | <b>16,5</b>       | <b>83</b>      | <b>10,9</b>  |
| NOMBRE DE CLASSES                | <b>293 963</b>    | <b>131 170</b> | <b>83850</b> |

Source : [https://data.education.gouv.fr/explore/dataset/fr-en-ecoles-effectifs-nb\\_classes/export?](https://data.education.gouv.fr/explore/dataset/fr-en-ecoles-effectifs-nb_classes/export?)

|                                                                                        | HYPOTHÈSE HAUTE (EN %) | HYPOTHÈSE BASSE (EN %) |
|----------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|------------------------|
| TAUX DE MISE EN OEUVRE DES SÉANCES D'ÉDUCATION À LA VIE AFFECTIVE EN ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE | <b>8</b>               | <b>15</b>              |
| TAUX DE MISE EN OEUVRE DES SÉANCES D'ÉDUCATION À LA VIE AFFECTIVE AU COLLÈGE           | <b>10</b>              | <b>20</b>              |
| TAUX DE MISE EN OEUVRE DES SÉANCES D'ÉDUCATION À LA VIE AFFECTIVE AU LYCÉE             | <b>8</b>               | <b>15</b>              |

|                                                                                               | HYPOTHÈSE HAUTE AVEC UN PRIX FIXÉ À 100 EUROS/SÉANCE | HYPOTHÈSE BASSE AVEC UN PRIX FIXÉ À 100 EUROS/SÉANCE |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|
| ARGENT DÉPENSÉ ACTUELLEMENT PAR L'ÉTAT (EN MILLIONS D'EUROS)                                  | 8,2                                                  | 24,9                                                 |
| CE QUE DEVRAIT DÉPENSER L'ÉTAT POUR ASSURER LA MISE EN OEUVRE DE LA LOI (EN MILLIONS D'EUROS) | 152,7 SOIT 6 À 18 FOIS PLUS                          |                                                      |

# GENDER AND STATISTICS : METTRE LES DONNÉES VENTILÉES PAR SEXE AU SERVICE DES POLITIQUES PUBLIQUES.



NOTRE ASSOCIATION A POUR BUT D'ŒUVRER POUR UNE SOCIÉTÉ MOINS VIOLENTE ET PLUS ÉGALITAIRE EN PRENANT EN COMPTE LA PREMIÈRE CAUSE DE LA DÉLINQUANCE ET DE LA CRIMINALITÉ, MISE EN LUMIÈRE GRÂCE À NOS ÉTUDES : LA VIRILITÉ.

EN FRANCE, LES HOMMES REPRÉSENTENT **96,3%** DE LA POPULATION CARCÉRALE. CES COMPORTEMENTS ANTI-SOCIAUX REPRÉSENTENT UN SURCÔÛT FINANCIER ET HUMAIN COLOSSAL POUR L'ÉTAT : **95 MILLIARDS D'EURO EN FRANCE**, SOIT 3,3% DU PIB EN 2022. IL EST POSSIBLE DE METTRE UN TERME À CES DÉPENSES FARAMINEUSES ET DE FAIRE EN SORTE QUE L'INSÉCURITÉ NE SOIT PLUS UN PROBLÈME.

LA SOLUTION EXISTE ET SE TROUVE DANS LA **DÉCONSTRUCTION DE CES SCHÉMAS VIRILS** GRÂCE À UNE ÉDUCATION TRANSMETTANT DES VALEURS PLUS HUMANISTES. GENDER AND STATISTICS PRODUIT UN ENSEMBLE DE DONNÉES CONCRÈTES AU NIVEAU EUROPÉEN AFIN D'AIDER LES POUVOIRS PUBLICS ET LES ENTREPRISES DANS LA MISE EN PLACE DE POLITIQUES QUI RÉDUISENT LA VIOLENCE ET AGISSENT POUR LES DROITS DES FEMMES. LES STATISTIQUES VENTILÉES PAR SEXE OFFRENT UNE REPRÉSENTATION OBJECTIVE DES RÉALITÉS SOCIALES ET SONT UN LEVIER PUISSANT POUR RENDRE COMPTE DE L'AMPLEUR DES VIOLENCES ET DES COÛTS QUI EN DÉCOULENT. ELLES PERMETTENT AUSSI DE DÉVELOPPER DES OUTILS STATISTIQUES POUR MESURER L'EFFICACITÉ DES POLITIQUES PUBLIQUES DE LUTTE CONTRE LA DÉLINQUANCE.

UNE FOIS LE CONSTAT POSÉ, GENDER AND STATISTICS ENTEND PROPOSER DES PRÉCONISATIONS ET DU SOUTIEN TECHNIQUE AUX ACTEURS CONCERNÉS DANS L'OPÉRATIONNALISATION DE CES PRÉCONISATIONS.

## LA TEAM: LUCILE PEYTAVIN



**LUCILE PEYTAVIN**  
PRÉSIDENTE FONDATRICE

---

Experte dans la production d'études sur le coûts des violences (étant à l'origine des études sur le coût de la virilité en France et Italie) et de sensibilisation auprès des décideur.ses politiques et du grand public.

Docteure en histoire économique et sociale, experte égalité F/H.

Experte dans le calcul des coûts de violences et dans la déconstruction des stéréotypes de genre.

# UNE ÉQUIPE D'EXPERT.E.S DÉDIÉ.E.S

[Lien vers les CV de l'équipe](#)



**GUILLAUME HERRERA-CHAPELLE**  
DATA ANALYST

---

Ingénieur-entrepreneur spécialisé sans la gestion et la conduite de projets.

Contributeur au calcul du coût de la virilité et collaborateur Genre&Statistics.



**GINEVRA BERSANI**  
DATA ANALYST

---

Spécialiste de l'économie (consultante en finances) et des questions d'égalités F/H.

Experte dans le calcul des coûts de violences (virilité en Italie) et les stéréotypes du genre.



**ROMAIN CHARLASSIER**  
DATA ANALYST

---

Docteur en physique et "data scientist, spécialiste de l'analyse statistique et larges quantités de données hétérogènes.

Expert (virilité, violences sexuelles sur mineur.es) et recherches statistiques et de calcul.

# MERCI!

